



# Portrait sectoriel

## Construction

SCIAN 23

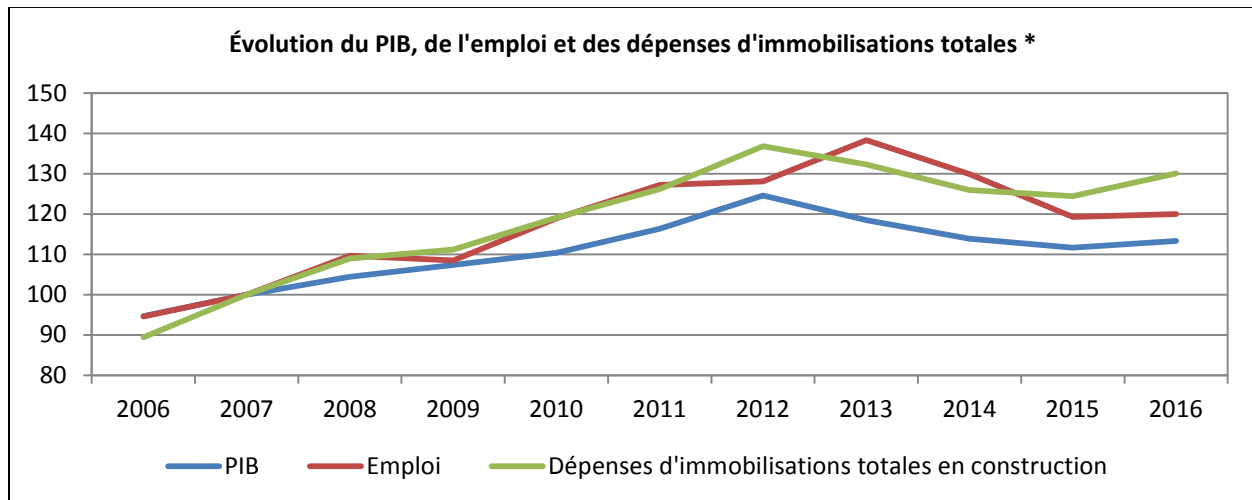
Québec

Horizon 2018-2020\*



- Dans la construction résidentielle, la dynamique dépend de la formation des ménages et de la croissance démographique, du revenu disponible, des taux d'intérêt, et de la croissance de l'économie en général
- Le segment non résidentiel, composé de la construction commerciale, institutionnelle et industrielle, et des travaux de génie civil et de voirie, est fortement tributaire de l'investissement privé et publics, notamment en ce qui a trait aux infrastructures de transport, de la santé et en éducation

En fonction des investissements immobiliers dans la province, les segments « résidentiel » et « non résidentiel » de la construction ont tour à tour occupé la position de tête au Québec.



\* Les données sont exprimées sous forme d'indices où l'année 2007 = 100

Sources : Statistique Canada, PIB – CANSIM 379-0030, Emploi – EPA, Dépenses d'immobilisations – CANSIM 026-0013 et 029-0045

Avant la récession de 2008-2009, on construisait, en moyenne, près de 51 000 unités de logement résidentiel par année au Québec. C'est beaucoup compte tenu que l'accroissement du nombre de ménages ne pouvait soutenir une telle dynamique. De 2009 à 2012, la moyenne est descendue à 48 000 mises en chantier par an, une offre encore élevée compte tenu de la faible croissance économique du moment. Puis, le ralentissement dans la construction résidentielle s'est fait sentir. La baisse était nécessaire pour permettre l'écoulement des inventaires. Cela aura été de courte durée puisque la liquidation des logements invendus a été rapide. Depuis, une petite croissance inspire la dynamique dans ce segment.

\* Ce document découle d'analyses réalisées à partir de l'information disponible au 5 avril 2018.

Certains ont craint que l'endettement des ménages et les mesures de resserrement hypothécaires viennent réduire la capacité des jeunes acheteurs et des ménages moins bien nantis. Soulignons que l'endettement des ménages québécois est moins élevé que ce qu'on voit dans d'autres provinces et les marchés de la province ne sont pas sous pression, ce qui limite la progression des prix. La gestion de la dette des ménages au Québec est saine et la faiblesse des taux d'intérêt a permis à plusieurs ménages de procéder à l'achat d'une propriété sans trop de stress financier. En ce qui a trait au resserrement des mesures hypothécaires, l'hécatombe que certains appréhendaient ne s'est jamais présentée. Selon les institutions bancaires, les emprunteurs étaient déjà soumis à la simulation de crise, que celle-ci soit obligatoire ou non, dans le but d'éviter au maximum les situations de défaut de paiement. Pour le faible pourcentage de ménages qui ne réussiront pas la simulation, ils pourront choisir un bien immobilier de moins grande envergure, ou retarder leur achat.

Compte tenu de cet environnement d'affaires, la *Société canadienne d'hypothèques et de logements* s'attend à une petite croissance du nombre de mises en chantier. Elle estime aussi que le marché de la revente sera à la hausse, ce qui est de bon augure pour les travaux de rénovation.

La rénovation est un volet fort important de l'industrie de la construction en raison de la valeur des travaux effectués. Tendance bien ancrée depuis 25 ans au Québec, le montant dépensé annuellement pour effectuer des rénovations dépasse les coûts d'acquisition de logements neufs. L'importance des travaux a aussi augmenté avec les années de sorte que depuis 2014, la rénovation compte pour plus de 60 % des dépenses annuelles en immobilier résidentiel. Dans la foulée des plans de relance économique (récession 2008-2009), la rénovation a profité de programmes de crédits d'impôt de la part des gouvernements fédéral et provincial, ce qui a largement contribué à l'essor. Mais, même hors des programmes de stimulation économique, la rénovation a reçu l'appui des gouvernements, par exemple pour rendre les maisons moins énergivores. Une autre facette de ces programmes est la lutte contre le travail au noir et l'évasion fiscale : pour être en mesure de se prévaloir des mesures, les travaux doivent avoir été effectués par des professionnels dûment reconnus.

Du côté de la construction non résidentielle, l'essor pré-récession a fait place à des années plus mitigées. Il y a eu le retour à la croissance dans la construction industrielle entre 2009 et 2012, puis l'affaissement des prix des produits industriels et des matières brutes avec la surcapacité de production mondiale. Le tout a freiné le développement de bien des projets d'extraction et de transformation des ressources. C'est l'envol de la construction de bâtiments institutionnels, après la récession, qui a aidé à la croissance de l'industrie. Pour sa part, la valeur des investissements dans l'immobilier industriel a repris le chemin de la croissance en 2016 et les intentions pour 2018 annoncent la poursuite de cet élan. Plus récemment, le retour du développement dans l'industrie minière a aussi apporté sa contribution à la croissance de la construction industrielle. Nous croyons que cela se poursuivra au cours des années à venir, mais que l'intensité pourrait diminuer si des mesures ne sont pas prises pour résorber la surcapacité mondiale de production de certains produits, notamment dans l'aluminium et l'acier.

Ceci dit, l'incertitude qu'amènent le discours protectionniste américain, la renégociation de l'*Accord de libre-échange nord-américain* et la menace de se voir imposer des tarifs supplémentaires lors de la vente de produits aux États-Unis pourraient grandement tempérer, voire annuler les gains attendus au chapitre des intentions d'investissements industriels pour 2018 et les prochaines années.

Compte tenu de la quantité de mesures annoncées par le gouvernement du Québec et de la participation du gouvernement fédéral au financement de projets, la dynamique du institutionnel devrait se maintenir. Il en sera de même des travaux de génie et de voirie : on ne compte plus le nombre de projets dans ce domaine, et les échéanciers doivent être décalés pour diminuer l'impact sur la fluidité des transports. C'est près d'une décennie de croissance qui est attendue ici.

Enfin, la construction commerciale devrait reprendre son envol si on se fie aux annonces dans le domaine. Ce n'est pas qu'on soit en panne d'investissements, mais plutôt le fait que plusieurs projets sont encore au stade de l'élaboration et qu'ils ne se mettront en marche que plus tard. La dynamique moins élevée des dernières années et la hausse du taux d'inoccupation dans les immeubles à bureaux inquiète un peu cependant.

Au global, la construction non résidentielle présente des perspectives positives pour les prochaines années.

Dans l'ensemble de l'industrie, on s'attend à une croissance de l'activité et des effectifs dans la province. Certaines régions feront face à une décroissance en raison du recul attendu dans la construction domiciliaire, en lien avec leur dynamique démographique, ou de la fin d'un chantier important.

### Dynamique sectorielle pour les régions

Horizon 2018-2020 au Québec	Dans les régions économiques	TCAM
Croissance annuelle moyenne : 0,6 %  Gain d'environ : 4 700 postes  Dynamique annuelle : 2018 : ↗ 2019 : ↗ 2020 : ↗	<b>Abitibi-Témiscamingue</b>	1,6 %
	<b>Lanaudière</b>	0,8 %
	<b>Montréal RMR</b>	0,8 %
	<b>Outaouais</b>	0,8 %
	<b>Laurentides</b>	0,8 %
	<b>Montérégie</b>	0,7 %
	<b>Capitale-Nationale</b>	0,7 %
	<b>QUÉBEC</b>	0,6 %
	<b>Estrie</b>	0,6 %
	<b>Centre-du-Québec</b>	0,5 %
	<b>Mauricie</b>	0,4 %
	<b>Chaudière-Appalaches</b>	0,3 %
	<b>Côte-Nord / Nord-du-Québec</b>	0,1 %
	<b>Saguenay-Lac-Saint-Jean</b>	-0,4 %
<b>Bas-Saint-Laurent</b>	-0,5 %	
<b>Gaspésie-Les-Îles</b>	-0,5 %	

n/a : ne s'applique pas

Source : Exercice annuel des *Perspectives sectorielles 2018-2020*,

Direction de l'Analyse du marché du travail, Service Canada – région du Québec, 5 avril 2018.

Les professions suivantes de l'industrie de la construction sont les plus susceptibles d'être touchées par la dynamique attendue (selon la matrice des professions par industrie) :

- 7271 Charpentiers-menuisiers
- 7611 Aides de soutien des métiers et manœuvres en construction
- 7241 Électriciens (sauf électriciens industriels et de réseaux électriques)
- 7521 Conducteurs d'équipement lourd (sauf les grues)
- 0711 Directeurs de la construction
- 7251 Plombiers
- 7294 Peintres et décorateurs (sauf décorateurs d'intérieur)
- 0712 Gestionnaires et rénovateurs en construction domiciliaire
- 7281 Briqueteurs-maçons
- 7284 Plâtriers, poseurs et finisseurs de systèmes intérieurs et latteurs

- 7291 Couvreurs et poseurs de bardeaux
- 7441 Personnel d'installation, d'entretien et de réparation d'équipement résidentiel et commercial
- 7302 Entrepreneurs et contremaîtres des équipes d'opérateurs d'équipement lourd
- 7313 Mécaniciens en réfrigération et en climatisation
- 2234 Estimateurs en construction
- 7233 Tôliers
- 7237 Soudeurs et opérateurs de machines à souder et à braser
- 7272 Ébénistes.

## IMPORTANCE, RÉPARTITION ET ÉVOLUTION DE L'EMPLOI DE L'INDUSTRIE AU QUÉBEC

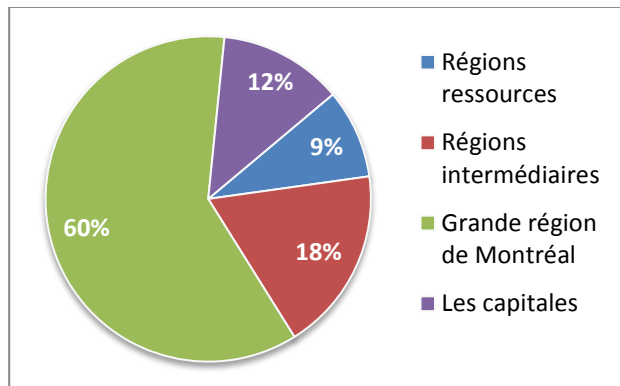
	Emploi dans l'industrie moyenne 2015-2017			Évolution de l'emploi sur 10 ans	
	Emploi en milliers	Répartition de l'industrie au Québec	% de l'emploi dans la région	en milliers	en %
<b>Ensemble du Québec</b>	<b>238,8</b>	<b>100,0 %</b>	<b>5,8 %</b>	<b>51,8</b>	<b>27,7 %</b>
<b>Régions ressources</b>					
Abitibi-Témiscamingue	4,9	2,1 %	6,7 %	2,1	72,9 %
Bas-Saint-Laurent	4,2	1,8 %	5,0 %	0,3	6,7 %
Côte-Nord / Nord-du-Québec	3,1	1,3 %	5,8 %	0,8	35,3 %
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	2,7	1,1 %	7,5 %	1,2	76,1 %
Saguenay-Lac-Saint-Jean	8,5	3,6 %	6,6 %	2,1	32,8 %
<b>Régions intermédiaires</b>					
Centre-du-Québec	7,9	3,3 %	6,6 %	2,1	35,6 %
Chaudière-Appalaches	14,9	6,3 %	6,9 %	2,9	23,8 %
Estrie	8,6	3,6 %	5,6 %	1,0	12,6 %
Mauricie	6,5	2,7 %	5,4 %	0,4	6,6 %
<b>Grande région de Montréal</b>					
Lanaudière	20,9	8,8 %	8,2 %	3,4	19,6 %
Laurentides	25,6	10,7 %	8,3 %	6,1	31,6 %
Laval	10,8	4,5 %	5,1 %	2,7	33,7 %
Montérégie	51,8	21,7 %	6,6 %	14,0	37,1 %
Montréal	30,1	12,6 %	3,0 %	1,5	5,4 %
<b>Les capitales</b>					
Capitale-Nationale	22,4	9,4 %	5,5 %	9,1	68,8 %
Outaouais	15,9	6,6 %	7,9 %	2,2	16,1 %

x : donnée confidentielle, niveau inférieur à 1 500 personnes occupées dans cette région

Source : Estimations historiques basées sur l'Enquête sur la population active de Statistique Canada

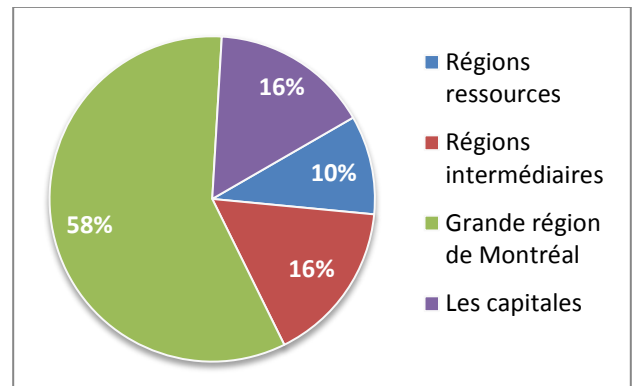
## QUELQUES CARACTÉRISTIQUES DE L'INDUSTRIE AU QUÉBEC

Répartition des établissements



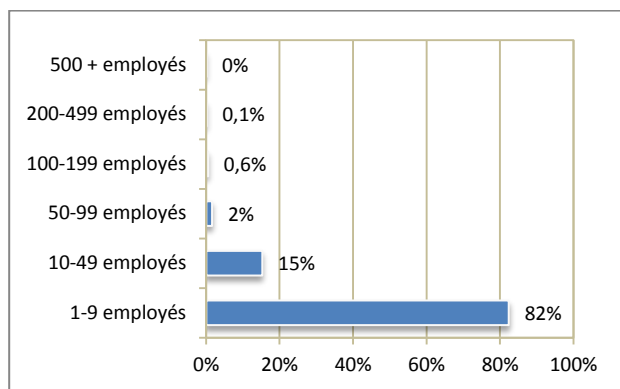
Source : Statistique Canada, Nombre d'établissements par région économique, industries et tranches d'effectif, décembre 2015

Répartition de l'emploi



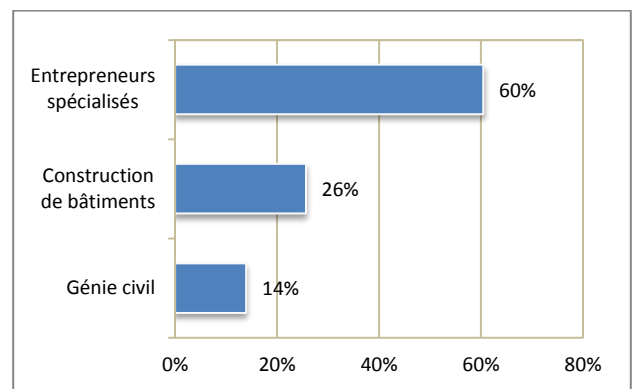
Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active; selon la moyenne de l'emploi 2014-2016

Taille des établissements



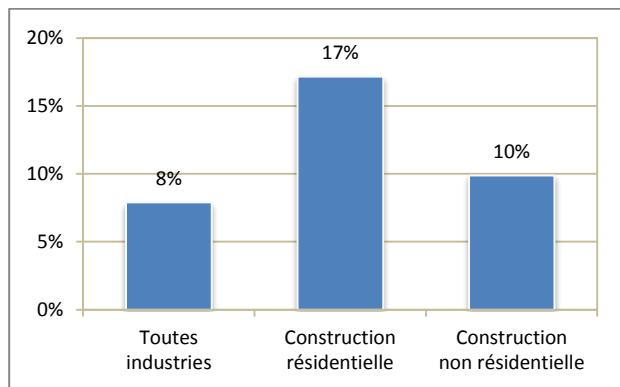
Source : Statistique Canada, Nombre d'établissements par région économique, industries et tranches d'effectif, décembre 2015

Emploi selon le sous-secteur d'activités



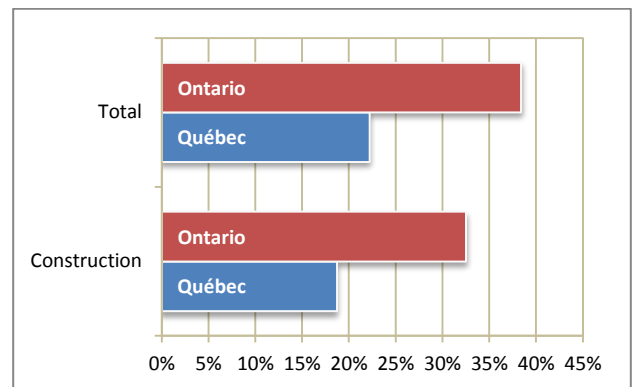
Source : Statistique Canada, Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail; selon la moyenne de l'emploi 2014-2016

Part de travailleurs autonomes sur l'emploi total de l'industrie



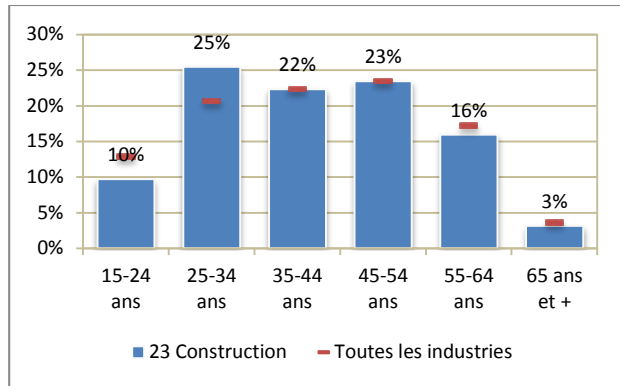
Source : Statistique Canada, CANSIM 383-0031 Statistiques du travail, selon la moyenne 2014-2016

Part de l'emploi total et de l'industrie par rapport au Canada



Source : Statistique Canada, Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail; selon la moyenne de l'emploi 2014-2016

## Population active occupée âgée de 15 ans et plus



Source : Statistique Canada, Recensement 2016, extraction spéciale pour EDSC

## Répartition de l'emploi selon le genre de compétence

Classification nationale des professions	
0. Gestion	12 %
1. Affaires, finance et administration	9 %
2. Sciences naturelles et appliquées	6 %
3. Secteur de la santé	0 %
4. Enseignement, droit et services sociaux, communautaires et gouvernementaux	0 %
5. Arts, culture, sports et loisirs	0 %
6. Vente et services	3 %
7. Métiers, transport, machinerie	67 %
8. Ressources naturelles, agriculture	1 %
9. Fabrication et services d'utilité publique	1 %

Source : Statistique Canada, Recensement 2016, extraction spéciale pour EDSC

## POUR PLUS D'INFORMATION

- Guichet-Emplois (Canada) – [Tendances du marché du travail](#) : information sur l'emploi, les compétences et les tendances sur le marché du travail local est importante lorsqu'il vient le temps de prendre des décisions portant sur la carrière. De plus, l'information sur les salaires, l'offre de main-d'œuvre, la demande de travail et d'autres facteurs aide les employeurs à recruter, à former et à maintenir en poste les travailleurs et à prendre des décisions d'affaires et relatives aux investissements.
- Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) Canada 2012 : Construction [SCIAN 23](#)

**Remarque :** Les auteurs ont pris un soin particulier à rédiger ce document en fondant leurs recherches sur des informations sur le marché du travail qui étaient exactes et pertinentes au moment de la publication. Le marché du travail étant en évolution constante, les données fournies peuvent avoir changé depuis la publication de ce document. Nous encourageons les lecteurs à consulter d'autres sources pour obtenir des renseignements supplémentaires sur l'économie et le marché du travail locaux. Les renseignements présentés dans ce document ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles d'Emploi et Développement social Canada.

**Préparé par :** Direction de l'analyse du marché du travail, Service Canada, Québec

**Pour de plus amples informations,** veuillez communiquer avec l'équipe de l'IMT à :

[http://www.esdc.qc.ca/cqi-bin/contact/edsc-esdc/fra/contactez\\_nous.aspx?section=imt](http://www.esdc.qc.ca/cqi-bin/contact/edsc-esdc/fra/contactez_nous.aspx?section=imt)

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par Emploi et Développement social Canada, 2018, tous droits réservés